

COMMUNIQUÉ

Plutôt que des dates, agir sur les conditions sanitaires et matérielles

En annonçant sa stratégie nationale de déconfinement pour l'École le 28 avril, le gouvernement ne répond pas à nos exigences de clarification en matière de protection sanitaire des personnels, des élèves et des familles. Il persiste à annoncer des dates au lieu de préciser s'il est capable ou pas de protéger l'ensemble de la communauté éducative, si les responsabilités entre le ministère et les collectivités ont été définies et sur quel document officiel devront se baser les établissements pour vérifier localement la possibilité d'ouvrir. Une fois de plus, ce sont d'autres considérations qui guident les choix politiques.

Avec le Ministre de l'Éducation nationale, il persiste dans cette orientation dangereuse de renvoyer les décisions au niveau local ce qui va de nouveau renforcer les tensions entre les équipes et les hiérarchies.

Quant aux arguments hypocrites consistant à dire que le sort des élèves en difficulté sociale leur importe, personne n'est dupe. Comment un ministre qui a supprimé des heures d'enseignement général et d'atelier dans la voie professionnelle et qui sacrifie l'éducation prioritaire peut-il être crédible vis à vis des professions dont il a la charge.

Pour le SNUEP-FSU, un retour sera possible dans les établissements seulement s'il est garanti par un protocole sanitaire national strict validé par le CHSCT ministériel. Les ouvertures sont envisageables uniquement si les conditions sanitaires et matérielles sont réunies. Dans ce cadre, le rôle du local doit d'abord être circonscrit à donner un avis sur la conformité des établissements à respecter les préconisations et, seulement ensuite, à soumettre des propositions pour avis dans les conseils d'établissements.

Pour le SNUEP-FSU il y a urgence aussi à obtenir une communication claire du ministre sur les examens professionnels 2020 car les flous de ses déclarations entraînent là aussi des incohérences locales dans les consignes données.

Face à la circulation du virus qui risque de perdurer de longs mois et face à la crise économique qui pourrait laisser de nombreux jeunes au bord du chemin, comme les lycéen-nes professionnel-les en quête de PFMP ou celles et ceux en formation par apprentissage à la recherche de contrats de travail, le ministre doit anticiper.

Le SNUEP-FSU demande l'abrogation de la réforme de la voie professionnelle, un collectif budgétaire urgent et un grand plan d'investissement dans la voie professionnelle pour redonner du temps d'enseignement à celles et ceux qui en auront été privé-es et pour sécuriser les parcours scolaire et professionnel de tous les jeunes par l'obtention de diplômes reconnus par les conventions collectives.